

**Séance ordinaire du
mardi 18 juillet 2023**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-trois et le dix huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Mohed ALTRAD, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mustapha MAJDOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER

**ZAC Port Marianne - Parc Marianne - Secteur Mas de Barlet - Agrément de
candidature de COGEDIM sur le lot A2 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier continue le développement de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne à travers son extension. Approuvée en Conseil municipal le 27 juin 2006, cette extension comprend notamment le sous-secteur Mas de Barlet.

Les objectifs de l'opération Port Marianne – Parc Marianne sont notamment de permettre la construction de logements collectifs, commerces et activités, accueillir des équipements publics et proposer des espaces publics et paysagers de qualité.

Le programme sur le sous-secteur Mas de Barlet prévoit à ce stade dans un objectif de mixité fonctionnelle, sociale et intergénérationnelle du logement (libre, abordable, intermédiaire et social), des résidences (séniors et étudiantes), du commerce, des activités tertiaires et des équipements publics, des espaces publics et un parc paysager couplé à un bassin d'orage.

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM. En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise à l'agrément du Conseil municipal : elle concerne la réalisation d'un ensemble immobilier collectif de 5 200 m² de surface de plancher (SDP), comprenant de l'accession libre, de l'accession intermédiaire et de l'accession abordable, dont 400 m² de SDP de locaux de commerces/activités/services, sur le lot A2 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne - Sous-secteur Mas de Barlet, situé à l'angle de l'avenue Nina-Simone et de la future voie de desserte interne du secteur Mas de Barlet.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de COGEDIM en vue de la cession du lot A2 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne - Sous-secteur Mas de Barlet permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat : COGEDIM
- Localisation : Lot A2
- Parcelles cadastrées : Section SE n° 64b
- Nature du projet : Logements en accession libre, intermédiaire et abordable
Locaux commerces / activité / service ;
- Surface du lot : 2 292 m² ;
- SDP envisagée : 5 200 m² sdp, dont :
 - 1 440 m² sdp de logements en accession libre
 - 2 400 m² SDP de logements en accession intermédiaire
 - 960 m² sdp de logement en accession abordable
 - 400 m² sdp de locaux commerces / activités / services ;
- SDP maximale autorisée : 5 250 m² SDP maximale autorisée.

La SERM précise que la candidature de COGEDIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature de COGEDIM en vue de la réalisation de logements collectifs libres, intermédiaires et abordables, et de locaux commerces, activités et services sur le lot A2 de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne - Sous-secteur Mas de Barlet ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Mickaël DIORE.

Fait à Montpellier, le 25 juillet 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26 juillet 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230718-237852-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 25/07/23
Réception en Préfecture : 25/07/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.